Les subsides

Président américain avait un préjugé favorable pour le vin californien. Pourtant, 20 000 personnes vivent déceimment dans l'industrie vinicole. Et je ne comprends pas comment un gouvernement peut avoir sacrifié tout un secteur strictement pour faire plaisir au Président américain. Ça montre le genre de négociateurs qu'on avait.

Qu'on parle des emplois industriels. Il y a certains députés québécois ici qui appuient aveuglément leur chef, ils vont aller avec lui dans la défaite. Mais la réalité, c'est qu'au Québec, selon les études du ministère de l'Industrie et du Commerce, dans le secteur du vêtement, de la chaussure et du meuble, il y a 50 000 emplois en péril, que dans la fabrication des machines, il y a 13 000 emplois en péril.

Monsieur le Président, au Québec seulement, dans l'imprimerie et l'édition, il y a 22 000 emplois en péril. Dans le secteur de l'informatique, 17 000; la bijouterie, l'orfèvrerie, les produits en caoutchouc et en matière plastique, 13 000; les produits électriques, 17 000 emplois; les produits en métal, 37 500. Et ce sont des études qui ont été faites par les spécialistes du ministère québécois de l'Industrie et du Commerce. Quand j'ai entendu le ministre de l'Emploi et de l'Immigration dire qu'il y avait jusqu'à 500 000 emplois menacés, je le comprends parce que juste ici on en a de 350 000 à 400 000. Par conséquent, je ne peux pas admettre que personne dans ce gouvernement n'ait pensé à des mesures transitoires.

Au lieu d'aider les gens à s'adapter, vous avez fait exactement le contraire. Prenez le cas du textile. Nous avons depuis plusieurs années beaucoup de respect pour les gens d'un certain âge qui quittaient le secteur textile-vêtement-chaussure. On avait voulu protéger la dame de 54 ans comme couturière, par exemple, sur une overlock à deux aiguilles, cette dame, qui souvent était prise d'arthrite parce qu'elle avait travaillé dans des sous-sols, et qui avait droit à une préretraite lui permettant de vivre déceimment. Les sans-coeur conservateurs ont coupé ce programme-là et ils ne l'ont remplacé par rien du tout. Vous devriez avoir honte! Quand ils disent: Ne vous inquiétez pas, on aura des programmes en conséquence... Vous aviez des débuts de programmes et vous les avez abolis. Par conséquent, je ne peux pas vous faire confiance pour penser aux plus défavorisés de notre société. On sait où sont les priorités du premier ministre. Qui a-t-il rencontré jusqu'à maintenant pour aller expliquer son accord de libre-échange? Il est allé à Toronto rencontrer un groupe de grosses poches. Après cela il s'est dit: Ce serait peut-être bon pour le financement...

Il s'est rendu à Halifax et il a vu le Club des 500. Il n'a pas été voir de vrai monde. Au contraire! Il se cache. Samedi prochain, dans sa propre circonscription, il pourrait peut-être aller sentir le pouls et il verrait que ce n'est pas un miracle son histoire de libre-échange. Il verrait que les gens sont légitimement inquiets. Et je vous invite à sortir d'Ottawa. J'espère qu'on va avoir une petite intersession. Cela va vous permettre de rencontrer du vrai monde. Cela va vous permettre de vous enlever ce lavage de cerveau qui existe de votre caucus qui vous fait accroire que c'est bon. C'est juste bon pour les gros. Et cela, je sais que c'est votre clientèle traditionnelle mais franchement l'intérêt du Canada passe avant l'intérêt du parti conservateur.

Monsieur le Président, je pourrais vous parler surtout du secteur de l'énergie. On a parlé de l'alimentation, maintenant

parlons du chauffage. Les Américains, depuis 30 ans, rêvent de se servir de piger à leur guise dans nos ressources naturelles. Maintenant, sous ce gouvernement et ce premier ministre, ils ont obtenu tout ce qu'ils ont toujours rêvé. Le Canada était historiquement le grenier du monde, maintenant on est le réservoir des Américains. Les Américains même en période de crise vont pouvoir venir siphonner *any time*. Vous devriez avoir honte. Monsieur le Président, vous imaginez-vous, ce sont nos ressources à nous. Et là maintenant, comme disait mon chef hier: Ce qui est à eux est à eux, ce qui est à nous est aussi à eux. Et pourtant c'est fondamental. On sait qu'il peut y avoir des crises énergétiques à tout moment. On connaît la situation politique au Moyen-Orient. C'est très explosif et si en temps de crise les Canadiens vont niaiser à la pompe, le pétrole va descendre à plein pipe-line directement aux États-Unis.

Monsieur le Président, on ne demande pas du simple nationalisme, ce qu'on demande c'est du gros bon sens. Je comprends que ce gouvernement est très sensible aux intérêts étrangers, tellement sensible qu'ils sont à terre devant eux. Mais, en bout de piste, cela n'a pas de bon sens. Mais je suis convaincu qu'au cours des prochaines semaines, quand on va avoir les détails, parce que là on a juste un avant-goût et il est amer, quand on va avoir le document de 2 000 pages que nous a promis le ministre responsable de l'Expansion industrielle régionale, il nous a promis que ce serait à peu près 2 000 pages, on va l'éplucher page par page. Et c'est là que je pense que les Canadiens vont se rendre compte que les Américains ont vraiment eu le dessus.

Monsieur le Président, j'avais énormément d'autres choses à dire. Je pense que c'est un débat qui va nous animer pendant longtemps. Une chose est certaine, c'est probablement la décision la plus fondamentale que les Canadiens n'auront pas à prendre quant à leur destinée. C'est probablement la décision la plus importante pour l'avenir de nos enfants autant au niveau culturel. Je ne rêve pas que mes enfants deviennent comme des Cajuns de la Louisiane.

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le Président, au début cela m'intrigue beaucoup, quand j'écoute le député de Shefford (M. Lapierre), j'ai écouté l'opposition, l'honorable chef de l'Opposition du parti libéral et le NPD. Je crois, en même temps le fait que nous autres, si je peux prendre l'exemple de ma circonscription de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, pendant 25 ans ils ont été d'accord avec le gouvernement. Le gouvernement, on ne s'en cache pas, c'était un gouvernement libéral. On avait ce qu'on appelait le programme, sur lequel ils poussaient pour le développement de l'emploi Canada au travail. Monsieur le Président, mon collègue de Shefford qui vient tout juste de parler, qui est natif, je crois, de la région de chez nous, Canada au travail, c'était un programme qui encourageait les gens qui travaillaient juste pour dix semaines pour couper les branches, qui ne faisaient rien pour notre développement. On a changé cela en 1984-1985. Le premier ministre a dit: Si on veut dépenser une «piasse», on veut dans notre pays, peu importe que ce soit au Québec, que ce soit aux Îles-de-la-Madeleine, que ce soit à Terre-Neuve, que ce soit en Colombie-Britannique, que pour une «piasse» dépensée au niveau fédéral, que nous autres on pourra avoir pour 1.25 \$ de valeur.